

Le Cadre national d'éducation préscolaire et de garde d'enfants : nos attentes

Le parti libéral fédéral a promis d'instaurer des services d'éducation préscolaire et de garde d'enfants abordables, accessibles et de qualité pour tous.

Après son élection, le premier ministre Trudeau a chargé le ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social et la ministre des Affaires autochtones et du Nord d'élaborer un Cadre national d'éducation préscolaire et de garde d'enfants avec les provinces, les territoires et les communautés autochtones. Le processus devait être lancé dans les 100 jours. Le fédéral, les provinces et les territoires sont maintenant à négocier les bases des accords

de financement fédéral. Le premier budget du gouvernement libéral prévoit une somme de 500 millions de dollars en 2017 pour un programme de garde d'enfants. De cette somme, 100 millions de dollars sont réservés aux services de garde dans les communautés autochtones.

Nous craignons que le gouvernement fédéral se contente de transférer des fonds aux provinces et aux territoires pour simplement améliorer les programmes de garderies disparates et insuffisants qui existent actuellement.



Nous voulons que le fédéral, les provinces et les territoires prennent le temps d'élaborer un bon cadre national dès le départ.

Nous voulons que les services de garde soient vus comme une responsabilité collective sociale — pas comme un bien de consommation qu'on peut vendre et acheter.

Nous voulons un cadre qui pave la voie à un système de services de garde bien conçu tenant compte de la diversité des besoins — pas à un programme de services uniformes.

Nous voulons que le gouvernement reconnaîsse que les peuples autochtones ont besoin de ressources pour concevoir leurs propres systèmes de services de garde.

Le cadre national **doit** :

- prévoir l'établissement, partout au Canada, de systèmes de garde universels, abordables, ouverts à tous et de grande qualité;
- inclure un engagement de fournir un financement fédéral soutenu à long terme pour assurer des services de garde abordables et de qualité et pour élargir les services afin que toutes les familles qui le veulent aient accès à un service de garde d'ici 2020;

- prévoir des initiatives conjointes, comme une stratégie pour renforcer la main d'œuvre du secteur et un système commun de collecte de données et de recherche;
- prévoir la bonification du soutien aux familles, comme les congés et les prestations pour obligations familiales pour les personnes qui travaillent ou qui étudient et l'accès à des arrangements de travail plus souples;
- promettre que les décisions en matière de politiques sur les services de garde seront prises à la lumière de données probantes et des recherches sur les politiques.

Toutes les composantes du secteur des services de garde — les défenseurs des programmes de garderies, le personnel éducateur en éducation préscolaire, les chercheurs et d'autres acteurs encore — doivent être mises à contribution dans la conception et mise en œuvre du cadre national. Les libéraux nous ont promis un gouvernement transparent et responsable qui prend des décisions basées sur des faits... nous attendons toujours.

Pour plus de renseignements :

www.acpsge.ca

